

Rapport annuel 2022



Plateforme
Agenda
2030



1 | Présentation de notre rapport au Forum politique de haut niveau de l'ONU à New York © Eva Schober 2 | Eva Schmassmann prononce l'exposé d'ouverture lors de la conférence de Stop Pauvreté ©StopArmut 3 | Nos coordinatrices Eva Schober et Eva Schmassmann ©Silvia Rohrbach 4 | La Plateforme Agenda 2030 a participé aux premières Journées bernoises du développement durable ©Pascale Amez

Impressum Rapport annuel 2022, Plateforme Agenda 2030 | Éditrice: Plateforme de la société civile Agenda 2030 | Rédaction: Eva Schmassmann | Graphisme: Karin Hutter | Photo de couverture: Les expertes et les experts qui ont contribué à notre rapport célèbrent sa parution sur la Place Fédérale. © Silvia Rohrbach

Editorial | La société civile fait progresser la Suisse

L'an dernier, la Suisse a amélioré son rang mondial pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). La société civile y a largement contribué face aux crises qui se superposent. Leurs organisations ont entraîné dans l'urgence, pour assurer une vie décente aux plus faibles - ici et ailleurs. Elles ne laissent personne de côté, en rappelant les droits humains et les droits au travail. Elles interviennent en faveur de la biodiversité, en faisant recours au besoin, pour éviter que de nouvelles infrastructures sacrifient des écosystèmes de valeur.

Mais la Suisse montre aussi de grandes faiblesses en durabilité. Son impact social et environnemental (*spillover*) sur les autres pays demeure l'un des pires d'Europe. La diversité de ses espèces naturelles s'érode. Sa place financière et sa fiscalité attirent les capitaux au détriment désastreux des gens du Sud global. Dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, notre pays reste ainsi loin derrière les États scandinaves et après nos voisins autrichien ou allemand.

Rédigé par la Plateforme grâce à l'expertise de notre réseau, le bilan à mi-parcours Continuer à vivre aux dépens du monde ? a rencontré un vif intérêt à New York en juillet dernier; le Forum de haut niveau de l'ONU y a évalué la Suisse dans sa réalisation des ODD. La déclaration prononcée au nom de nos organisations a trouvé un beau soutien sur place, conduisant le chef de la délégation helvétique à promettre une meilleure coopération avec la société civile.

A leur tour, des parlementaires s'inquiètent du dispositif insuffisant de la Confédération pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. Par une motion largement approuvée de sa commission de politique extérieure, le Conseil national demande de renforcer les structures et les moyens, afin d'assurer la cohérence avec les cantons, les communes et autres partenaires. Pour notre part, nous plaignons pour la désignation d'un Conseil suisse de la durabilité, qui dispose enfin des ressources indispensables. Le groupe d'accompagnement actuel peut devenir ce Conseil, lui qui réunit déjà des responsables scientifiques, économiques et venu-e-s de la société civile.

L'an 2022 nous a portés plus loin, malgré les effets cruels de la guerre en Ukraine. Je suis fier et heureux des liens que nous avons resserrés entre nos organisations membres, avec les deux délégués à l'Agenda 2030, avec des élus et élus fédéraux notamment. Je tiens à remercier chaleureusement nos coordinatrices Eva Schmassmann et Eva Schober, le comité, le groupe de pilotage et les personnes qui ont pris part à ces résultats.

Pierre Zwahlen, président

Après deux ans de pandémie, la guerre en Ukraine impose un nouvel état d'urgence. Ses conséquences sur le développement durable sont clairement visibles au terme d'une année de conflit. La fragilité de nos sociétés interdépendantes est mise à nu. Les crises qui les agitent sont liées: la pression croissante sur les écosystèmes augmente le risque de transmission d'agents pathogènes de l'animal à l'homme et le déclenchement de pandémies. L'arrêt des exportations de blé ukrainien affame l'Afrique. Les armes et la guerre tuent les gens et détruisent la nature, tout en aggravant le réchauffement climatique.

La conjonction de ces crises et leur caractère systémique nous permettent aussi de mieux y répondre. Au lieu de chercher à les résoudre séparément, nous pouvons agir à la racine et avoir du même coup un impact positif sur chacune de ces crises. Si nous parvenons à bâtir une société juste et pacifiée qui utilise ses ressources de manière durable, nous ralentissons le changement climatique, partageons plus équitablement les richesses et protégeons la biodiversité. Depuis sept ans, nous disposons d'un plan de construction nous indiquant les principaux éléments qui composent un tel monde: l'Agenda 2030 et ses 17 cibles. En tant que plateforme représentant la société civile, nous nous engageons pour que la politique ne perde pas de vue le long terme face à la multiplication des foyers de crise, et qu'elle remette inlassablement sur le métier l'indispensable transformation de la société.

Avec le concours du groupe de pilotage, le comité a développé une stratégie pour permettre à la Plateforme Agenda 2030 de jouer efficacement son rôle. Cette stratégie sera notre boussole pour atteindre nos buts communs et pour concrétiser notre vision d'une Suisse pionnière dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Nous prenons position

En 2022, la Suisse a présenté à l'ONU un rapport sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le Conseil fédéral y conclut que notre pays ne prend pas le bon cap. La pauvreté augmente, plus de 30 % des espèces d'animaux et de plantes sont menacées, les moyens et mesures visant à protéger la biodiversité ne suffisent pas pour être réellement efficaces. Mais le gouvernement se cantonne à ce bilan, sans en tirer les conséquences sur le plan des politiques concrètes. De celles-ci, il ne sera question que plus tard, dans un prochain plan d'action pour les années 2024-2027.

De janvier à juin, notre plateforme a élaboré son propre rapport pour exposer le point de vue de la société civile. Nous aussi parvenons au même constat: la Suisse



n'est pas sur la bonne voie. Nous formulons des propositions concrètes pour accélérer l'indispensable transformation. Nous appelons par exemple à l'abolition des subventions et des incitations nocives pour la biodiversité. L'énergie solaire doit être développée sur les bâtiments et les infrastructures, là où elle n'entre pas en conflit avec un autre impératif, la préservation de la biodiversité. Il faut promouvoir l'économie circulaire et introduire un droit à la réparation. Et il revient à l'administration d'allouer suffisamment de ressources pour que les personnes directement concernées puissent réellement participer aux différents processus.

Nous avons en outre éclairé divers aspects que le Conseil fédéral néglige dans son rapport, par exemple notre empreinte hydrique. La Suisse importe plus de la moitié des biens consommés sur son territoire, dont certains en provenance de pays en état de stress hydrique. L'impact de cette consommation d'eau indirecte se fait donc surtout sentir à l'étranger. Nous avons enfin rappelé que pour être durables, les infrastructures doivent non seulement pouvoir résister au changement climatique, mais également être accessibles à toutes et tous.

Plus de 50 expertes et experts ont contribué à notre rapport. Les multiples discussions et l'intense collaboration au sein des groupes de travail thématiques ont renforcé notre réseau et la compréhension du développement durable dans une perspective globale.

L'administration fédérale a elle-même reconnu l'importance de notre travail. La Plateforme a été invitée à représenter la société civile au sein de la délégation suisse lors du Forum politique de haut niveau (High Level Political Forum HLPF) à New York. Eva Schober s'y est rendue au mois de juillet, et a mis à profit plusieurs interventions en tant que membre de la délégation pour attirer l'attention sur notre rapport de la société civile. Une société civile qu'il conviendra dorénavant d'associer plus étroitement au processus de mise en œuvre, selon la réponse du délégué Jacques Ducrest à des questions d'autres pays et organisations non gouvernementales à l'issue de la présentation du rapport national. La voix de la société civile doit pouvoir se faire entendre, car c'est cette ouverture au dialogue qui fait la force de la démocratie suisse.



Nous avons pris bonne note de cette promesse et veillerons à ce qu'elle soit tenue. Il ne suffit pas de donner la parole à la société civile lors des consultations, si rien ne change par ailleurs. Nous voulons participer pleinement à la construction d'une Suisse durable. Ce n'est qu'en nous attaquant ensemble et sans tarder aux sujets difficiles que nous réussirons à transformer notre pays dans le sens d'un développement durable fondé sur l'équité, l'inclusivité et la justice environnementale.

Au début de l'année déjà, nous nous exprimions sur une proposition visant à renforcer l'économie circulaire dans le cadre de la révision partielle de la loi sur la protection de l'environnement, à l'occasion de la consultation menée par la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national. La proposition de la commission nous a paru aller dans la bonne direction, quoique prudemment et de manière trop limitée, puisque bien souvent, elle se borne à créer la compétence de légiférer ultérieurement, mais n'impose pas elle-même de mesures réglementaires. De nombreux points restent encore dans le flou. La révision partielle met l'accent sur la circularité des matériaux et des produits, et sollicite surtout les acteurs économiques. Dans notre réponse à la consultation, nous proposons des compléments pour ralentir les cycles et reconnaître le potentiel d'innovation de la société civile.

Nous informons et sensibilisons

Au mois de septembre, lors des Journées bernoises du développement durable, nous avons offert des balades commentées exclusives sur notre itinéraire « SDG Walk » à travers la ville fédérale. Le SDG Walk peut être parcouru virtuellement depuis chez soi, ou à pied en suivant les explications de notre site Internet, mais nous avons préféré proposer aux personnes intéressées des visites conçues exprès pour l'occasion. Elles ont connu un grand succès, réunissant à six reprises des groupes de 5 à 19 participant-es. Nous avons organisé d'autres balades pour des classes de gymnase et pour un groupe de travail interne de l'administration sur le développement durable basé à Burgdorf.

La Plateforme a également pris part à des événements extérieurs et a été invitée dans des universités et des hautes écoles spécialisées. Outre les interventions au HLPF, Eva Schmassmann et Eva Schober ont eu l'occasion de présenter la Plateforme lors de différentes manifestations, où elles ont enrichi les discussions de leur expertise. Une sélection :

- Le 26 mars, Eva Schmassmann a prononcé l'exposé d'ouverture de la conférence Stop Pauvreté.
- Le 29 mars, Eva Schmassmann a commenté une première version du rapport national 2022 de la Suisse sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable lors d'une réunion d'information de la Confédération.
- Le 18 juin, lors de la Journée de la politique étrangère, Eva Schmassmann a participé à la table ronde intitulée « La Suisse et l'Agenda 2030 de l'ONU : la Suisse est-elle sur la bonne voie ? »
- Le 18 novembre, Eva Schober et Pierre Zwahlen ont présenté des propositions pour une Suisse durable au groupe parlementaire des Verts sous la Coupole fédérale.



- 1 | À la découverte des ODD le long du SDG Walk en ville de Berne ©Eva Schmassmann
 2 | Notre stand lors des Journées bernoises du développement durable ©Pascale Amez 3 | Eva Schmassmann (2^e depuis la gauche) lors de la table ronde de la Journée de la politique étrangère ©SGA-ASPE

Nous encourageons les échanges avec les acteurs publics et privés

La Plateforme fait bon usage des canaux d'échange institutionnels et cherche activement le contact avec les autres acteur-es qui comptent. La participation à la délégation suisse lors du HLPF à New York a ainsi offert moult occasions de dialoguer avec des représentantes et représentants des différents offices fédéraux, des milieux économiques et de l'association des communes suisses, mais aussi des acteur-es de la société civile d'autres pays et continents.

En octobre, Eva Schmassmann a été invitée à prendre part au groupe d'accompagnement Agenda 2030 de la Confédération. Ce groupe promeut les échanges entre l'administration fédérale et la société civile, le monde économique, la recherche ainsi que d'autres milieux intéressés. Il conseille le comité directeur Agenda 2030 sur les questions de développement durable que soulève la mise en œuvre.

Commentaires sur les comptes annuels

Contrairement aux quatre exercices précédents, où les comptes de la Plateforme bouclaient avec un léger excédent, l'année 2022 se clôt pour la première fois sur une perte minime de quelque 2000 francs, qui reste néanmoins en deçà du déficit budgétisé. Les demandes de financement, moins fructueuses qu'escompté, n'ont pas permis de couvrir tous les coûts externes de notre publication « Continuer à vivre aux dépens du monde ? ». Au 31 décembre 2022, les fonds propres se montent à environ 22 500 francs.

Nous remercions tout particulièrement les organisations qui ont soutenu financièrement l'élaboration du rapport : la fondation Oertli, les Églises réformées des cantons de Berne, Jura et Soleure, Pro Natura, la Croix-Rouge suisse, Alliance Sud, Caritas Suisse, l'Action de Carême, l'EPER, Medicus Mundi Suisse, Terre des Hommes Suisse, la Fédération suisse des sourds, la Fondation suisse pour l'énergie, le WWF, Helvetas, Greenpeace, Inclusion Handicap, ASLOCA Bâle, Santé sexuelle Suisse, Solidar Suisse, Solafrica, actif-traffic.

Des projets comme celui-ci ne peuvent être menés à bien que grâce à l'implication d'une multitude d'expert-es. Plus de cinquante personnes issues de notre réseau y ont participé bénévolement, offrant généreusement leur temps de travail pour analyser, discuter et enrichir cet ouvrage collectif. Nous leur exprimons ici toute notre reconnaissance !

Nombre de collaborateur-trices et de bénévoles des organisations membres concourent aussi à la réalisation de nos objectifs au sein du comité et du groupe de pilotage. Nous les remercions toutes et tous chaleureusement de leur précieux soutien !

Les comptes 2022 ont été vérifiés par la division Finances de la Croix-Rouge Suisse, qui les a déclarés conformes à la loi suisse et aux statuts.

Bilan

	31.12.2022	31.12.2021
ACTIFS		
Banque alternative	21 449	31 167
Charges payées de l'année suivante	4 632	107
Compte de transfert	3 534	—
Total des actifs	29 615	31 274
PASSIFS		
Dettes sur achats et prestations de services	1 412	—
Charges non encore payées	1 368	3 590
Produits reçus de l'année suivante	4 250	3 000
Capital emprunté	7 030	6 590
Excédent ou perte reportée	24 684	19 372
Excédent/perte	-2 098	5 312
Capital propre	22 586	24 684
Total des passifs	29 615	31 274

Comptes de fonctionnement

	31.12.2022	31.12.2021
RECETTES		
Cotisations des membres	97' 850	98 400
Contributions au projet SDG Walk	11 054	45 000
Rapport de la société civile	21 590	—
Autres recettes	1 545	1 979
Total des recettes	132 039	145 379
DÉPENSES		
Projets		
Publications, les essentiels	—	4 341
SDG Walk	2 214	27 186
Rapport de la société civile	24 677	—
Total projets	26 891	31 527
Dépenses de personnel		
Salaires	73 591	76 391
charges sociales	12 650	11 975
Autres dép. de personnel	340	397
Frais associatifs	1 142	307
Total dép. de personnel	87 723	89 069
Frais de bureau et d'administration		
Loyer	9 600	9 600
Locations externes	1 886	1 094
Acquisitions	—	—
Ports et matériel de bureau	367	248
TÉL., IT, site internet	304	825
Comptabilité et conseil	1 533	990
Informatique	—	—
Impression, graphisme, pub	298	237
Traductions	3 481	6 108
Frais de représentation	1 824	72
Autres dépenses	—	144
Total frais de bureau et d'administration	19 292	19 318
Charges financières	230	153
Recette financière		
Total gain financier	230	153
Total des dépenses	134 137	140 067
Résultat annuel	-2 098	5 312

La Plateforme en bref

Bureau de coordination

Eva Schmassmann a assuré la direction du bureau de coordination en 2022 (à 80 % en janvier et à 60 % à partir de février). Eva Schober l'a assistée dès le mois d'avril, en tant que chargée de communication junior (à 50 % jusqu'en août). De septembre à décembre, elle a assumé la suppléance d'Eva Schmassmann, en congé sabbatique durant cette période.

Comité

Selon nos Statuts, le comité est l'organe de direction stratégique supérieur et représente l'association à l'extérieur.

- **Pierre Zwahlen**, Fedevaco (depuis 2018, Président)
- **Anna Leissing**, KOFF/swisspeace (depuis 2017)
- **Oliver Wenzel**, Thinkpact Zukunft (depuis 2017)
- **Mirjam Gasser**, CBM Suisse (depuis 2017)
- **Martin Leschhorn Strebel**, Réseau Medicus Mundi Suisse (depuis 2019)
- **Izabel Barros**, cfd (2020 à 2022. Izabel Barros a quitté le comité à l'été 2022 en raison d'un changement de poste)

Groupe de pilotage

Le groupe de pilotage réunit les divers domaines thématiques et les réseaux de la Plateforme. En 2022, les personnes suivantes ont pris part au groupe de pilotage :

- **Aline Masé**, Caritas Suisse
- **André Marty/Harry Witzthum**, Fédération Suisse des Sourds SGB-FSS
- **Dominik Gross/Laura Ebnetter**, Alliance Sud
- **Friedrich Wulf**, Pro Natura
- **Gaby Belz**, Wirtschaft ist Care et Gemeinwohl-Ökonomie
- **Geert van Dok/Patrik Berlinger**, Helvetas
- **Luca Cirigliano**, Union syndicale Suisse USS
- **Martin Leschhorn Strebel**, Réseau Medicus Mundi Suisse
- **Mirjam Gasser/Désirée Zaugg**, CBM Suisse
- **Susanne Rohner**, Santé Sexuelle Suisse
- **Valentina Darbellay**, Terre des Hommes Schweiz/Suisse
- **Pierre Zwahlen**, Président Plateforme Agenda 2030

Nos organisations membres



Qui sommes-nous ?

La Plateforme Agenda 2030 est un réseau d'une cinquantaine de fédérations, faitières, ONG et syndicats suisses. Elle rassemble la société civile provenant de domaines aussi variés que l'environnement, l'aide au développement, les droits humains, l'économie durable, l'égalité, la paix, le logement et le travail.

Nous nous engageons pour que la Suisse mette en œuvre l'Agenda 2030 et ses 17 objectifs de développement durable sur son territoire comme à l'échelle

internationale. L'économie, la politique, la place financière suisse, notre consommation et notre insertion dans la chaîne de production mondiale ont des effets à l'extérieur de nos frontières. Ces domaines doivent unir leurs efforts pour parvenir à un développement durable.

- Nous sensibilisons et diffusons des publications.
- Nous encourageons les échanges entre les acteurs publics et privés.
- Nous élaborons des recommandations à l'intention des décideurs.
- Nous prenons position.



**Plateforme
Agenda
2030**

Plateforme Agenda 2030
Case postale 645
Klosterlistutz 16
3000 Berne 8

info@plateformeagendazo30.ch